



NEWSLETTER Mai 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport

Jurisprudence en Droit des Assurances

- **La Cour de Cassation, dans son arrêt du 2 avril 2025 (n°23-22.728)**, précise que la responsabilité personnelle d'un dirigeant envers les tiers ne peut être retenue qu'en cas de faute détachable de ses fonctions, caractérisée par une faute intentionnelle d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des fonctions sociales.
- Concernant la prescription, la **Cour d'Appel de Toulouse (26 mars 2025, n°2300309)** rappelle que le délai court à compter du jour où la victime a connu ou aurait dû connaître le dommage, son fait générateur et son auteur. Lorsque le dommage dépend d'une procédure contentieuse, la prescription ne court qu'à partir de la décision passée en force de chose jugée.
- Dans une autre décision (**26 mars 2025, RG 23/01463**), la Cour d'Appel de Toulouse précise que le préjudice de jouissance ne peut être qualifié de préjudice économique garanti lorsque les conditions générales définissent les dommages immatériels consécutifs comme des "préjudices économiques".
- La **Cour de Cassation (Civ. 3, 20 mars 2025, n°23-19.610)** confirme que le délai de **prescription** biennal relatif à l'action en garantie des vices cachés est susceptible de suspension par une mesure d'expertise. Cette action doit néanmoins être engagée dans un délai de 20 ans à compter de la vente du bien, conformément à la jurisprudence établie par la Chambre mixte le 21 juillet 2023.
- En matière de responsabilité des experts judiciaires, la **Cour de Cassation (Civ.1, 19 mars 2025, n°23-17.696)** rappelle que l'**expert** engage sa responsabilité pour les fautes commises dans l'accomplissement de sa mission, selon les règles de droit commun de la responsabilité civile. Dans l'affaire jugée, l'expert avait rendu un rapport aux conclusions hypothétiques et imprécises, non étayées par des investigations sur la cause des désordres, faisant perdre à la réclamante une chance d'obtenir gain de cause.

Nouveau ! Compliance et Transport

- L'Organisation Maritime Internationale (OMI) a établi un nouveau cadre réglementaire concernant les **émissions de gaz à effet de serre des navires**. Ces normes, intégrées à la convention MARPOL, entreront en vigueur en 2027 et prévoient une réduction de l'empreinte carbone calculée "du puits au sillage" pour chaque navire, ainsi qu'une taxation progressive des émissions, avec un objectif zéro émission d'ici 2050.
- Dans une affaire de **pollution maritime**, le [Tribunal Judiciaire de Bordeaux \(12 février 2025, n°10/02421\)](#) a examiné la demande de l'État français visant à condamner solidairement les sociétés American Bureau Shipping, ABSG Consulting Inc. et ABS Group of Companies pour des fautes liées à la classification du pétrolier PRESTIGE, responsable d'une marée noire en 2002. Le tribunal a jugé que l'immunité de juridiction ne s'appliquait pas aux fautes de classification, mais a déclaré l'action de l'État français irrecevable pour cause de prescription.
- L'affaire [RTI LTD v MUR SHIPPING BV \(\[2024\] 1 Lloyd's Rep 621\)](#) illustre l'impact des sanctions internationales sur les contrats de transport maritime. Dans cette affaire concernant le transport de bauxite de Guinée vers l'Ukraine, le contrat prévoyait un règlement en dollars américains. Suite aux **sanctions OFAC** dirigées contre l'affrèteur RTI en 2018, l'armateur néerlandais MUR a mis fin au contrat en invoquant la force majeure. Bien que RTI ait proposé d'effectuer le règlement en euros, la Cour Suprême britannique a confirmé la position de MUR selon laquelle les "efforts raisonnables" pour surmonter un cas de **force majeure** n'incluent pas l'obligation d'accepter un mode de paiement différent de celui prévu contractuellement.

Compliance et assurance

- Le 3 avril 2025, le Sénat a adopté un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne, incluant une **révision significative du régime des actions de groupe**.

i Nouvel article 1254 du code civil – Création d’une sanction civile en cas de faute dolosive ayant causé des dommages sériels pour des faits générateurs postérieurs à la publication de la loi. Cette sanction civile est susceptible d’être cumulée avec une amende administrative ou pénale infligée en raison des mêmes faits à l’auteur du manquement, le montant global des amendes prononcées ne dépassant pas le maximum légal le plus élevé. Si l’auteur des faits est une personne physique, ce montant peut atteindre le double du profit réalisé. Si l’auteur est une personne morale, ce montant peut atteindre le quintuple du montant du profit réalisé. Le texte précise que « *le risque d’une condamnation à la sanction civile n’est pas assurable* » confirmant la Recommandation de l’ACPR du 18 mars 2025.

L'action de groupe suspend la **prescription** des actions individuelles. Le demandeur peut agir directement contre l'assureur du responsable, rendant les exceptions de garantie particulièrement pertinentes.

Le **nouvel article L 561-46-2** précise que les prestataires extérieurs auxquels les personnes assujetties confient certaines obligations peuvent accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs lorsqu'ils justifient ce besoin dans le cadre d'un contrat établi. Les acteurs de l'assurance doivent veiller à préciser dans les contrats les obligations de diligence déléguées justifiant l'accès aux registres de bénéficiaires effectifs des entreprises concernées par les processus de vigilance LCB-FT.

La mise en œuvre des obligations en matière de publication d'informations de durabilité par les entreprises (Directive CSRD 2022) est repoussée de deux ans sous l'effet du projet de directive "Omnibus".

Compliance et assurance

- L'**ACPR et TRACFIN ont publié le 22 janvier 2025 des lignes directrices conjointes** sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Une personne faisant l'objet de gel des avoirs ne nécessite pas une déclaration de soupçon à TRACFIN en parallèle de l'information adressée à la DG Trésor, mais une nouvelle analyse de risque. Bien que les mesures restrictives étrangères ne soient pas applicables en France, les organismes financiers doivent en tenir compte dans leur évaluation des risques. Si une mission de contrôle interne est externalisée, des mesures strictes de confidentialité (information, absence de reproduction, clause de confidentialité, etc.) doivent être mises en œuvre.
- **Jurisprudence diverse**

① **Tribunal Judiciaire de Saint-Denis de la Réunion, 1re chambre, 25 février 2025, n° 23/00507 –**

blanchiment de capitaux : En vertu de son devoir général de vigilance, sauf anomalie matérielle ou intellectuelle manifeste, la banque, du fait de son obligation de non-immixtion dans les affaires de son client, ne saurait questionner les opérations de paiement régulièrement effectuées par celui-ci, quel que soit le montant de ces opérations et leur opportunité, ni alerter son client sur les opérations qui lui apparaîtraient inhabituelles.

CAA Douai 3eme ch.5 mars 2025 n°23DA02365 - enquête interne et avocats : des salariés interrogés dans le cadre d'une enquête interne, et préalablement informés des conditions d'intervention d'un cabinet d'avocats, ne peuvent pas se prévaloir du secret professionnel de ce dernier qui s'impose seulement dans sa relation avec son client entreprise.